

Le réchauffement climatique n'est pas le seul problème de l'humanité, mais c'est l'un des plus graves auxquels elle ait jamais été confrontée. D'autres problèmes comme la surpopulation – telle que l'avait prédite Malthus au XIXe siècle – n'ont pas pris la forme prévue. Il se peut aussi qu'on réussisse à résoudre le problème du manque d'eau, qui affecte déjà beaucoup de régions du monde.

Des civilisations ont disparu jadis après avoir surexploité leurs ressources naturelles, comme celles de l'île de Pâques et de certaines grandes cités mayas du Yucatan. Avec le réchauffement planétaire, nous testons à nouveau le seuil de tolérance de l'environnement dont nous dépendons en changeant la composition de l'atmosphère, une action aux conséquences inconnues. Le jury délibère encore pour savoir si la civilisation y survivra.

L'ironie, c'est que nous savons exactement ce qui cause le réchauffement planétaire : l'injection massive de gaz provenant d'activités humaines dans l'atmosphère, principalement du CO₂ (dioxyde de carbone) provenant de la consommation de combustibles fossiles. La solution est donc claire : pour réduire ces émissions, il faut décarboniser le système énergétique actuel. C'est, bien sûr, plus facile à dire qu'à faire, dans la mesure où les progrès extraordinaires enregistrés au XXe siècle étaient essentiellement fondés sur l'utilisation généralisée et à grande échelle de combustibles fossiles. Le charbon, le pétrole et le gaz sont devenus essentiels pour la mobilité, la production d'électricité, le chauffage et la fabrication de toute une gamme de produits chimiques et industriels.

Les modes de consommation

Il ne sera pas facile d'abandonner les combustibles fossiles, non seulement parce qu'ils sont relativement bon marché et faciles à obtenir, mais encore parce que nos modèles de consommation y sont intimement liés.

On a donc trois options :

1. Changer radicalement nos modèles de consommation, ce qui est difficile et n'est pas une option réaliste sauf en cas de crise très grave.

2. S'adapter aux effets causés par les changements climatiques, une option très asymétrique en termes sociaux parce qu'il se peut que les riches parviennent à le faire plus facilement que les pauvres,

Pas d'excuse pour attendre

JOSÉ GOLDEMBERG appelle les pays développés et les dirigeants des pays en développement à passer immédiatement à l'action



Mark Edwards/Still Pictures

ce qui aggraverait les problèmes liés au sous-développement.

3. Réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre en utilisant les combustibles fossiles de façon plus efficace et en passant massivement aux énergies renouvelables.

La troisième option est la seule qui soit vraiment mise en œuvre. D'autres technologies nouvelles, comme la capture et le stockage du carbone ou les piles à combustible, pourraient aussi contribuer

mais elles sont encore en phase de mise au point.

Dans les pays industrialisés, on constate déjà une nette décarbonisation de l'économie, puisque les émissions de carbone n'augmentent pas aussi rapidement que le produit intérieur brut (PIB); en d'autres termes, la croissance économique a été « découplée » des émissions de carbone, tandis que le système énergétique s'autonomise par rapport aux combustibles fossiles. Dans les pays en développement, la croissance de ces émissions suit toutefois celle du PIB de plus près, une tendance aggravée par l'utilisation intense du charbon en Chine et en Inde.

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée en 1992, a tenu compte de cette dissymétrie en instituant le principe politique de « responsabilité commune mais différenciée », en vertu duquel les pays industrialisés ont accepté de prendre la tête des activités de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cependant, de tels compromis sont souvent utilisés dans les négociations internationales comme une excuse pour ne rien faire, et seule l'Union européenne a pris le Protocole de Kyoto au sérieux et s'est servie de la souplesse qu'il prévoit pour remplir ses engagements. Cependant, les pays de l'Union européenne ne produisent que 15 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

L'Union européenne s'efforce par ailleurs d'augmenter la part des sources d'énergie renouvelables dans le système énergétique, en écho aux propositions avancées lors du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg en 2002, par le biais de Directives comportant des objectifs et des calendriers précis. Cela montre que les objectifs et les calendriers n'ont rien de dramatique. D'ailleurs, les gouvernements agissent en permanence sous la contrainte de paramètres stricts, budgétaires et autres. L'absence d'objectifs tangibles comme c'est le cas aux Etats-Unis, qui n'ont pas ratifié le Protocole de Kyoto, laisse le secteur privé à la dérive, alors que c'est à lui qu'il incombera en fin de compte de mener les activités nécessaires.

Il n'y a rien d'inhabituel à ce qu'on établisse et poursuive des objectifs et des calendriers précis, comme en témoignent les programmes de lutte contre les pluies acides, qui ont fixé des plafonds aux émissions de dioxyde de soufre (SO₂) et de dioxyde d'azote (NO₂) provenant des centrales thermiques, ou encore

le Protocole de Montréal de 1987, qui a programmé le retrait de plusieurs groupes d'hydrocarbures halogénés nuisibles pour la couche d'ozone, comme les CFC.

La période d'engagement

Il faut que nous prolongions de toute urgence le régime actuel jusqu'à sa deuxième période d'engagement au delà de 2012, et que nous parvenions à réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre. Des propositions allant dans ce sens sont actuellement discutées par les gouvernements. Mais il est essentiel que les Etats-Unis, qui sont responsables de 25 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre participent et que les pays en développement qui en produisent le plus adhèrent aux politiques d'atténuation des émissions, par exemple par le biais d'engagements volontaires dans le cadre de la Convention. Ces engagements ne devront pas nécessairement englober tous les secteurs mais surtout ceux où il est possible d'obtenir de réels succès. Par exemple, un engagement du Brésil à freiner la déforestation en Amazonie constituerait un progrès de premier ordre, de même que des engagements de la Chine et de l'Inde à réduire leurs émissions élevées provenant de la combustion de charbon, par exemple, en améliorant l'efficacité et en utilisant des technologies de la dernière génération dans la production d'électricité. L'utilisation généralisée de biocarburants pour le transport (l'éthanol remplaçant l'essence et le biodiesel remplaçant le diesel), et celle d'autres types de biomasse moderne, est une autre option viable que tous les pays doivent envisager, qu'ils produisent ces

Un engagement du Brésil à freiner la déforestation en Amazonie constituerait un progrès de premier ordre, de même que des engagements de la Chine et de l'Inde à réduire leurs émissions élevées provenant de la combustion de charbon

alternatives sur leur marché intérieur ou qu'ils les utilisent pour remplacer des importations non durables de combustibles fossiles.

La mise en oeuvre de mesures de cette sorte dépendra en fin de compte de l'action des gouvernements à différents niveaux. Les traités internationaux ne seront efficaces que s'ils prévoient

de lourdes sanctions en cas de non-respect (comme c'est le cas du Traité sur la non-prolifération), faute de quoi même les clauses obligatoires resteront lettre morte. Et pourtant, beaucoup de municipalités, d'Etats fédérés et même de pays passent à l'action pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, grâce à la pression exercée par les organisations non gouvernementales et à la réelle perspicacité de certains acteurs gouvernementaux.

C'est ainsi qu'en 2004 en Californie le Conseil des ressources a adopté des normes visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant des voitures et camions de 18 % en 2020 et de 27 % en 2030. Cette mesure devrait permettre de réduire les émissions de 30 millions de tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone par an d'ici à 2020. On prévoit également que des normes plus strictes en matière d'émission de gaz à effet de serre par les véhicules à

moteur réduiront la pollution par l'ozone d'environ 6 tonnes par jour en 2020.

Au Brésil, dans l'Etat de São Paulo, l'éthanol mélangé à l'essence (gasohol) a permis d'éviter l'émission d'environ 7 millions de tonne d'équivalent CO₂ en 2003. Le recours à l'éthanol, qui est maintenant moins cher que l'essence, a aussi diminué la facture annuelle de carburant des consommateurs d'un montant pouvant aller jusqu'à 7,5 milliards de dollars, de même qu'elle a réduit de manière importante la pollution de l'air.

L'action des pays doit être plus vigoureuse et les autorités locales peuvent faire beaucoup pour éviter les conséquences désastreuses du réchauffement planétaire. Il n'y a pas d'excuse pour attendre ■

José Goldemberg est Secrétaire à l'environnement dans l'Etat de São Paulo (Brésil)



Joerg Bohling/Still Pictures